



MESURES POUR UNE POLITIQUE EUROPEENNE INTEGREE EN FAVEUR DES ROMS ET GENS DU VOYAGE

PROPOSITIONS COMMUNES DES ASSOCIATIONS POUR LE CONSEIL EUROPEEN DES 11 ET 12 DECEMBRE 2008

Le 16 septembre dernier s'est tenu le premier Sommet européen des Roms. Si un consensus émerge sur le constat affligeant des discriminations incessantes dont les Roms font l'objet, les Etats membres et les institutions européennes ne parlent pas de concert quant aux mesures à appliquer. Nos associations se sont donc réunies afin de formuler et soumettre des propositions concrètes aux chefs d'Etat et de gouvernement du Conseil européen du 11 et 12 décembre 2008 afin que le Sommet européen des Roms ne reste pas sans suite.

A cette fin, nous recommandons :

A la Présidence du Conseil de l'Union européenne et aux Etats membres :

- l'adoption d'une stratégie européenne pour les Roms en complémentarité réelle et étroite avec celles des Etats membres et avec les actions locales exemplaires, sans oublier les pays candidats afin de garantir l'impact des activités menées ; un tel document devrait être rédigé selon un processus participatif : pour les Roms et avec les Roms. Il devra intégrer la préoccupation continue de l'égalité des chances lorsqu'il est question des besoins des femmes et des enfants.
- l'adhésion des vingt-sept Etats membres à la « Décennie des Roms » et aux dispositifs d'évaluation et de suivi des politiques mises en œuvre, notamment l'observatoire de la Décennie (ou Decade Watch) ;
- la fin des régimes transitoires qui limitent l'accès des ressortissants roumains et bulgares au marché de l'emploi dans plusieurs Etats membres ;
- la suppression dans les motifs possibles de reconduite à la frontière du critère de *charge déraisonnable* contraire à la libre de circulation des européens au sein de l'Union ;
- l'adoption d'un plan d'action européen plurisectoriel qui aura pour objet :
 - (1) de lutter contre la ségrégation spatiale et sociale et d'œuvrer pour la résorption de l'habitat indigne, la promotion de la diversité de l'habitat et des droits afférents,
 - (2) de garantir un accès effectif de tous à une couverture maladie et aux soins, à l'appui de services publics de proximité,
 - (3) de garantir l'effectivité des droits civils et politiques,
 - (4) de garantir l'accès à tous aux établissements scolaires ordinaires et aux dispositifs annexes comme la cantine ou les transports scolaires, en mettant notamment fin aux obstacles administratifs entraînant absentéisme et décrochage scolaires comme l'absence de document d'identité ou de permis de résidence.

A la Commission européenne :

- l'effectivité des droits civils et politiques des Roms et Gens du voyage, notamment un accès effectif au droit et à la justice ;
- garantir la mémoire des victimes de l'esclavage et de la barbarie nazie, notamment lors des cérémonies officielles et sur les lieux de mémoire ;
- la reconnaissance et la promotion de la culture rom dans l'histoire européenne dans les programmes scolaires ainsi que par la valorisation de la langue romani ;

- le soutien aux associations Roms et Gens du voyage, tant au niveau national qu'eupéen, afin de suivre la mise en œuvre des politiques et des programmes liés aux Roms, et la sensibilisation à la démocratie et aux droits de l'homme ;
- le développement d'un outil de suivi des situations internes vécues par les Roms dans leurs pays d'origine : chaque Etat membre ainsi que chaque pays en accession devra remettre un rapport annuel sur la mise en œuvre des politiques nationales en faveur des Roms, avec des statistiques claires et des indicateurs vérifiables ainsi qu'une analyse des données ;
- le soutien à la recherche et aux études sur les Roms et Gens du voyage ;
- l'élaboration d'un programme communautaire soutenant le développement d'actions positives en matière d'accès à la formation professionnelle et à l'emploi (valorisation des acquis de l'expérience des personnes en difficulté face à l'emploi et/ou illettrées mais encore le développement de parcours individualisés et de micro-crédits pour faciliter l'accès à l'emploi des Roms et Gens du voyage). Cette stratégie devra également valoriser les activités ambulantes et les commerces non sédentaires et réévaluer leurs réglementations.
- le renforcement et le développement des outils législatifs antidiscriminatoires existants afin de lutter en particulier contre la propagation de discours racistes et d'encouragement à la haine notamment dans les médias et sur internet ;
- la conduite d'une évaluation de l'efficacité et de l'impact des programmes communautaires en faveur des Roms dans les nouveaux Etats membres (2004 et 2007) ;
- le démarrage d'un travail sur la politique européenne en faveur des Roms dans le cadre d'une consultation transparente et large avec les acteurs roms de société civile des Etats membres, des pays candidats et des pays d'Europe du Sud-Est afin de faire entendre la diversité des associations roms en Europe ;

A l'Agence européenne pour les droits fondamentaux de lutter de manière efficace et volontaire contre les discriminations et le racisme envers les Roms et Gens du voyage par :

- la création d'un observatoire européen et d'observatoires nationaux des violations des droits des Roms et Gens du voyage en matière de droits civils et politiques, mais aussi droits économiques et sociaux ;
- le lancement de campagnes européennes antidiscriminatoires ou de valorisation de l'image des Roms notamment sur leurs compétences et savoir-faire.

LISTE DES SIGNATURES

Fnasat-Gens du voyage

Roma Civic Alliance

ERRC – le Centre européen des droits des Roms

ANGVC (Association nationale des Gens du voyage catholiques)

Ligue des Droits de l'Homme

CCFD (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement)

CNDH Romeurope (Collectif National Droits de l'Homme Romeurope)

Fondation Abbé Pierre

Secours catholique

Médecins du Monde France

Médecins du Monde Pays-Bas

Médecins du monde Grèce

ASAV (Association pour l'Accueil des Voyageurs)

ANVOSA (Association Nivernaise des Voyageurs, des sédentarisés et leurs Amis)

Association LUPOVINO

AREAS Gens du voyage

ABCR (Association Biterroise Contre le Racisme)
AMIDT (Association pour la Mémoire de l'internement et de la déportation tsigane)
APGV 43 (Association pour la promotion des Gitans et Voyageurs en Haute Loire)
APPONNA 68 (Association de promotion des populations nomades d'Alsace)
ARIV (Association Régionale pour l'Information et la promotion des tsiganes et gens du Voyage)
Association Départementale Jeunes Errants de Seine et Marne
C.L.A.S.S.E.S (Collectif Lyonnais pour l'Accès à la Scolarisation et le Soutien des Enfants des Squat)
Chrétiens-Migrant
Echanges
MRAP (Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples)
PARADA
Procom (Agence Européenne de Promotion et Communication)
Rencontres Tsiganes
Samudaripen
Terre Des Hommes, délégation de la Loire
URAVIF (Union régionale des associations pour la promotion et la reconnaissance des droits des Tsiganes et Gens du voyage en Ile-de-France)

Contact :
Fnasat
59 rue de l'Ourcq
75019 Paris
+33(0) 140.35.00.04
info@fnasat.asso.fr

ENGLISH VERSION

RECOMMENDATIONS FOR A EUROPEAN INCLUSIVE POLICY TOWARDS ROMA AND THE TRAVELLERS

NGO'S COMMON PROPOSITIONS FOR THE NEXT EUROPEAN COUNCIL HOLDING ON DECEMBER 11th AND 12th, 2008 IN BRUSSELS

The first European Roma Summit was held on September 16th, 2008 in Brussels. While a consensus emerges about the appalling reports of continuing discriminations to which Roma are subjected, the Member States and the European institutions do not speak with a common voice about the measures that must be implemented. Our organizations have met in order to express and submit concrete propositions in the perspective of the next European Council so that the European Roma Summit does not remain fruitless.

Therefore, we recommend:

To the presidency of the European Union Council and to the Member States:

- The adoption of a Framework European Strategy on Roma in close complementarity with different community actions and Member State's activities as well as EU acceding countries in order to maximize the benefits from the results obtained; the development of such a paper should put at work the

participatory principle: for Roma with Roma and must follow the principle of equal opportunities when addressing the needs of women and children;

- The accession of the twenty seven Member States to the “Decade of Roma inclusion” and to the monitoring and follow up mechanisms of the implementing policies, in particular the Decade Watch;
- The end of the transitional regime restricting the access of Romanian and Bulgarian citizens to the labour market in several Member States;
- The withdrawal in the possible grounds for expulsion of the criterion of the “unreasonable burden” which is contrary to the principle of freedom of movement of European citizens inside the European Union.
- The adoption of a multisectoral European action plan which will aim at:
 1. fighting the spatial and social segregation and acting for the reduction of the disgraceful housing, the promotion of the diversity of the housing and the pertained rights;
 2. guaranteeing to all an effective access to medical insurance and treatments with the support of local public services;
 3. guaranteeing the effectiveness of civil and political rights;
 4. guaranteeing to all the access to ordinary schools and to the attached advantages such as the canteen, or school transports by putting an end to the administrative barriers leading to school absenteeism and dropping such as the lack of identity document or resident permit.

To the European Commission:

- The effectiveness of civil and political rights of Roma and Travellers, especially an effective access to the law and justice;
- To ensure the memory of the victims of slavery and Nazi barbarism, especially during the official ceremonies, and in the memory places;
- The recognition and promotion of Roma culture in the European history in the school programs as well as the development of the romani language;
- The support to Roma and Travellers organizations, both at European and national/local level in order to monitor the implementation of policies, programs related to Roma as well as community education for democracy and human rights;
- To develop an **efficient monitoring mechanisms of the internal situation related to Roma in their countries of origin** and ask the **Member States and EU acceding countries to submit annual reports** on the status of the implementation of the national policies towards Roma, with clear statistical data and reliable indicators, as well as an analysis of the data in order to determine the existing gaps, trends and ways forward;
- The support to the research and studies on Roma and Travellers
- The development of a community program supporting the development of positive actions in terms of access to professional training and employment (promotion of the professional experience of persons in difficulties to finding a job and/or illiterate but also the development of individualised route and micro credit to facilitate the access to employment of Roma and Travellers). This strategy should also promote itinerant activities and non sedentary businesses and revise their regulations.
- The strengthening and development of existing anti-discriminatory legal tools in order to struggle against the spreading of racist and hatred speeches especially in the media and on the internet.
- The leading of an evaluation of the effectiveness and the impact of community programs towards Roma in the new Member States (2004 and 2007)
- The start-up of a work on the European policy towards Roma in the framework of a transparent and large consultation with the players of the Roma civil society of the Member States, of the candidate Member States and of South East European countries in order to give a voice to the diversity of Roma organizations in Europe.

To the European Union Agency for fundamental rights, to fight in an effective and willing way against discriminations and racism towards Roma and Travellers through:

- the creation of a European observatory and national observatories on violations of Roma and Travellers civil and political rights, as well as social and economic rights.
- the launching of European anti-discriminatory campaigns or campaigns of promotion of the Roma image especially about their competences and knowledge.

SIGNATURES

Fnasat, the French National Federation of Associations working with Travellers

Roma Civic Alliance

ERRC – the European Roma Rights Centre

ANGVC, the National Association of Catholic Travellers

The French Human rights League

CCFD (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement)

CNDH Romeurope (Collectif National Droits de l'Homme Romeurope)

Fondation Abbé Pierre

Secours catholique

Médecins du Monde France

Médecins du Monde Netherlands

Médecins du monde Greece

ASAV (Association pour l'Accueil des Voyageurs)

ANVOSA (Association Nivernaise des Voyageurs, des sédentarisés et leurs Amis)

Association LUPOVINO

AREAS-Gens du voyage

ABCR (Association Biterroise Contre le Racisme)

AMIDT (Association pour la Mémoire de l'internement et de la déportation tsigane)

APGV 43 (Association pour la promotion des Gitans et Voyageurs en Haute Loire)

APPONNA 68 (Association de promotion des populations nomades d'Alsace)

ARIV (Association Régionale pour l'Information et la promotion des tsiganes et gens du Voyage)

Association Départementale Jeunes Errants de Seine et Marne

C.L.A.S.S.E.S (Collectif Lyonnais pour l'Accès à la Scolarisation et le Soutien des Enfants des Squat)

Chrétiens-Migrant

Echanges

MRAP (Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples)

PARADA

Procom (Agence Européenne de Promotion et Communication)

Rencontres Tsiganes

Samudaripen

Terre Des Hommes, délégation de la Loire

URAVIF (Union régionale des associations pour la promotion et la reconnaissance des droits des Tsiganes et Gens du voyage en Ile-de-France)

Contact :

Fnasat

59 rue de l'Ourcq

75019 Paris

+33(0) 140.35.00.04

info@fnasat.asso.fr